

Bonjour,

Dans toute l'Union européenne et notamment en France il y a une campagne d'une violence inouïe pour baisser le « coût » du travail, réduire les services publics, et notamment la protection sociale.

Contrairement à ses promesses, le Pacte budgétaire est accepté sans y changer une virgule par F Hollande

Pour l'Union européenne « La viabilité des retraites, des soins de santé et des prestations sociales » est subordonnée à la situation budgétaire, à la dette. C'est l'opposé de **notre Sécurité Sociale**.

Pour le Pacte budgétaire et le pacte pour l'euro plus qui lui est lié, le modèle de réforme de la protection sociale c'est la Grèce. Je cite : « **Les réformes de la sécurité sociale** ...ont bien progressé dans plusieurs pays, dernièrement en République tchèque, en Grèce, en Espagne et en Italie... » ; « Il est toutefois nécessaire que des mesures supplémentaires soient prises, sans attendre

A l'approche de l'élaboration du budget de l'Etat et de la Sécurité Sociale, le PLFSS, la Cour des Comptes, les médias, se déchaînent sur le « trou » de la Sécu

Ça ne les empêche pas de se féliciter que le MES (Mécanisme Européen de Stabilité) implique de verser 16 md cash et valide une garantie de la France de 140 mds € supplémentaires. Les budgets, c'est toujours des choix politiques

Respecter le Pacte budgétaire implique plusieurs types de mesures:

- Limiter drastiquement les dépenses, donc les prestations remboursées
- Baisser les salaires, salaire brut et cotisations sociales patronales sous le prétexte fallacieux de renforcer la compétitivité.
Le gouvernement entend baisser les 2
- Faire compenser la baisse de ressources qui en résulte par la TVA, la CSG, les taxes, les assurances privées

Je n'ai pas le temps de tout développer, je ne parlerai donc que des cotisations sociales, mais on pourra parler du reste dans le débat

François Hollande a supprimé la TVA « sociale » ce dont nous nous sommes félicités. Malheureusement dans son interview du 9 septembre sur TF1 Il affirme comme le MEDEF, comme N Sarkozy qu'il n'est pas normal que le financement de la Sécurité Sociale repose essentiellement sur les salaires. C'est une contre vérité qui remet en cause le fondement de la Sécurité Sociale

- L'origine des cotisations sociales remonte aux années 1820 / 1830 : quant on était malade il fallait demander la charité pour se soigner, soigner un enfant, sa famille. C'était aléatoire et c'était jugé à juste titre humiliant. Les ouvriers ont donc décidé de se cotiser pour créer des mutuelles. La cotisation, ce n'est pas une « charge » supportée par le patronat, mais c'est une partie du salaire qui est versé à la Sécurité Sociale pour être utilisée par ceux qui en ont besoin quand ils en ont besoin. C'est pourquoi on dit que c'est du salaire socialisé.
- Les mutuelles du 19ème siècle, notre Sécurité Sociale, ce n'est plus la charité, ce sont des droits. La campagne qui se déchaîne contre les retraités ou les chômeurs fainéants c'est la remise en cause de la notion de **droit**.

Elle prépare la réforme systémique de la Sécurité Sociale, de l'ensemble de la protection sociale, que N Sarkozy n'avait pas osé engager, mais qui est toujours exigée par la Commission européenne et les agences de notation

- Il n'y a pas de différence entre cotisation salariale et cotisation patronale. Cette distinction artificielle a été créée pour donner le droit au patronat de participer à la gestion de la Sécu, sinon il n'y aurait que les syndicats de salariés
- Baisser les cotisations sociales patronales, c'est baisser les salaires. Quel que soit le gouvernement qui le propose, c'est inacceptable

En plus ça creuse le « trou » de la Sécu. Donc il faut trouver une compensation :

- Ça peut être l'augmentation de la TVA, appelée TVA « sociale » ou autrement
- Mais ça peut aussi être l'augmentation de la CSG, et même 2 augmentations pour les retraités.

La CSG est un impôt affecté (Cour des Comptes). On entend dire que la CSG est plus juste car les revenus du capital y participent. On peut dire pareil de la TVA car tout le monde ne paie pas la TVA sur le caviar ou les yachts.

La CSG est payée à 88 % par les salariés. C'est pour ça que le MEDEF ne cesse de clamer que TVA ou CSG il s'en fiche : dans les 2 cas ce qui est gagné par les actionnaires est payé par les salariés.

- La CSG a été créée par Michel Rocard en 1991. Un rapport de la Mutualité prouve que c'est un transfert des entreprises vers les ménages. Quant à l'emploi promis on peut l'attendre longtemps car cette politique est à l'origine de la crise. . C'est pourquoi il faut remettre en cause la CSG, les exonérations et exemptions de cotisations sociales patronales
- Le patronat, la droite, veulent faire coup double : baisser ce qu'ils appellent les « charges » et démanteler la Sécurité Sociale. Leur trouvaille c'est « qu'il n'y a pas de raison que la politique familiale soit payée par les entreprises ». Donc il faudrait supprimer les cotisations de la branche famille. Au passage ils récupéreraient 35 mds. Et ils ajoutent qu'ils ne sont pour rien si quelqu'un tombe malade. Quant aux retraites, ils veulent une réforme systémique largement fondée sur les assurances privées, la capitalisation. C'est une gigantesque arnaque ; la Sécurité Sociale est un tout. La notion de branche n'existait pas lors de la création de la Sécu en 1945. Ça a été une régression imposée par de Gaulle en 1967, juste avant qu'en mai juin 68 on lui dise « de Gaulle, 10 ans, ça suffit ! »

L'enjeu c'est donc une baisse sévère de pouvoir d'achat et le démantèlement général de la Sécu vers un financement par l'impôt, TVA, CSG, taxes sous toutes les appellations et tous les prétextes, assurances privées.

C'est le système dont les américains ne veulent plus. Nous non plus on n'en veut pas.

Non à la baisse des cotisations patronales, non à la TVA « sociale » ou « écologique », non à l'augmentation de la CSG, non à la ratification du Pacte Merkozy.

Oui à l'augmentation de l'emploi et des salaires, oui à la Sécurité Sociale de 45

TOUS A LA MANIF LE 30 et le 6 octobre